



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES ALPES-MARITIMES

**AVIS
DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC**

**DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT
DÉPOSÉE PAR LA SCCV LA CANOPEE
EN VUE D'UN COMPLEXE DE LOGEMENTS, RESTAURANT ET BUREAUX
SUR LA COMMUNE DE VALBONNE**

En application de l'article L123-19 du code de l'environnement, un dossier de demande d'autorisation de défrichement, déposé par la SCCV LA CANOPEE, est mis à la disposition du public.

Les éléments consultables sont les suivants :

- **la demande d'autorisation de défrichement**
- **l'étude d'impact et l'évaluation des incidences Natura 2000**
- **l'avis de l'autorité environnementale**
- **la réponse du porteur de projet à l'avis de l'autorité environnementale**

Les documents ci-dessus sont mis à la disposition du public pendant une durée de 30 jours, du mardi 30/11/2021 au jeudi 30/12/2021 inclus. Chacun pourra prendre connaissance du dossier sur les sites :

- du Ministère de la transition écologique et solidaire de consultation des projets soumis à étude d'impact : <https://www.projets-environnement.gouv.fr/>

- des services de l'État dans les Alpes-Maritimes : <http://www.alpes-maritimes.gouv.fr/> (Accueil > Publications > Avis de mise à disposition du public).

Les documents sont également consultables sur demande en version papier auprès de la Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes (Service eau, agriculture, forêt et espaces naturels – centre administratif départemental – bâtiment Cheiron– 147 boulevard du Mercantour – 06 286 Nice Cedex 3). La demande doit être présentée au plus tard le quatrième jour ouvré précédent l'expiration du délai de consultation et les documents sont mis en consultation au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de la demande. La consultation s'effectue aux lieux et heures indiqués au moment de la demande.

Les observations s'effectuent uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : ddtm-canopee-valbonne@alpes-maritimes.gouv.fr

L'autorité compétente pour prendre la décision afférente est le Préfet des Alpes-Maritimes.

Le projet est également concerné par une demande de permis de construire au titre des autorisations d'urbanisme.